

On ne badine pas avec l'asile

On bascule du droit d'asile, où une personne demande la protection d'un pays, vers un modèle beaucoup plus restrictif d'immigration choisie. Si on ne pense pas l'humanité comme globale, les crises seront impossibles à surmonter.

Stéphane Roberti (président du CPAS de Forest)

Depuis des mois, je constate des glissements de vocabulaire dans les mots choisis par les autorités pour parler des hommes et des femmes qui fuient les zones où la vie n'est plus possible. Ces termes déshumanisés sont tous les jours diffusés et amplifiés par les médias de masse, induisant insidieusement une opinion méfiante et craintive chez le public, modelant une nouvelle figure repoussoir dans l'imaginaire collectif. On parle ainsi de *migrants*, là où ils sont des réfugiés à accueillir, on fait revenir le champ lexical de la menace et on emprunte les recettes du management pour la contrer ; *pression migratoire* et *flux à gérer*, *vagues* dont il faut *se préserver*, *routes à barrer*, *accords d'externalisation à négocier*, de *crise à enrayer*, *d'échange de migrants et de contreparties diplomatiques...*

Locales d'Accueil (ILA). Fin 2015, un courrier de Fedasil annonçait à chaque CPAS le nombre de places assignées par le projet de *plan de répartition* des demandeurs d'asile.

Quelques semaines plus tard, par voie de presse (l'arrêté tardant à paraître), on apprend l'intention de sanctionner lourdement les CPAS qui n'atteindraient pas le nombre de places prévu unilatéralement. Outre le fait qu'on n'a jamais vu pareil enthousiasme répressif pour les CPAS qui n'appliqueraient pas parfaitement le droit à l'intégration sociale par exemple, on peut se demander si c'est un moyen pour le fédéral de financer son programme d'accueil sur le dos des entités locales.

Dans mon CPAS, grâce au travail de nombreux collaborateurs, et avec

aux entreprises privées qui ont saisi cette opportunité d'*investir* dans l'accueil des candidats réfugiés ?

Europe fermée

La récente fermeture des frontières sur la route des Balkans, et c'est toute l'Europe qui s'est refermée sur elle-même, marchant *l'extinction du flux* contre gros sous avec la Turquie. C'est finalement rendre la route de la survie encore plus dangereuse pour tous ces hommes et ces femmes fuyant leur pays, et les pousser dans les bras de passeurs toujours plus ambitieux pour leur juteux trafic.

Fedasil propose aujourd'hui un programme de *réinstallation* qui consiste à sélectionner directement dans un camp de réfugiés au sein un pays tiers hors UE, des personnes qui correspondent aux critères de l'asile, de les informer sur place et de les réinstaller donc, via un CPAS et le concours d'ONG. L'accord récent avec les autorités turques prévoit le transfert d'autant de réfugiés vers l'Union Européenne que de personnes arrivées en Europe et renvoyées en Turquie. Les réfugiés transférés rentreront dans le programme de réinstallation. On bascule bien du droit d'asile où une personne demande la protection d'un pays, vers un modèle beaucoup plus restrictif d'immigration choisie.

On aurait laissé virer la sécurité de tous vers un slogan agité où la nôtre serait menacée par la leur ? Décidément, si on renouait les liens logiques qui permettaient de penser l'humanité comme globale ? Sans ça, il est délirant d'imaginer qu'on puisse surmonter les crises qu'on nous annonce. □



Stéphane Roberti : « Les CPAS se sont d'emblée montrés solidaires. »

Le fédéral tenterait-il de financer son programme d'accueil sur le dos des entités locales ?

Entre-temps, on sent le gouvernement avancer à reculons pour, *a minima*, honorer ses engagements de Genève qui consacre le droit à l'asile. Les conflits complexes du Moyen-Orient ont jeté sur les routes de l'exil des millions de personnes en quête de sécurité d'existence. Au lieu d'assurer ce rôle protecteur, on voit un secrétaire d'Etat, contrarié dans sa logique de restriction de l'asile, légitimer des discours simplistes et stigmatisants sur les candidats réfugiés...

Lourde charge pour les CPAS

Les CPAS se sont d'emblée montrés solidaires. Ils ont mobilisé leurs ressources pour collaborer à l'objectif d'accueillir dignement les demandeurs d'asile en créant des initiatives

l'aide des citoyens et des associations, nous avons pu ouvrir une partie significative de ces places dont certaines sont actuellement inoccupées, faute de désignation par Fedasil. Elles ne bénéficient donc pas du financement annoncé. Cela signifie que les CPAS sont fermement sommés, dans des délais très courts, de planifier des mesures, d'engager des frais, de mettre en place un accompagnement social... sans qu'aucune garantie n'existe sur l'exploitation et le financement de ce programme. Une injonction contradictoire, et des investissements importants, pour un dispositif surdimensionné et donc sous-utilisé, menacent encore nos institutions d'être taxées *d'administrations mal gérées*. Le secrétaire d'Etat impose-t-il les mêmes incertitudes